

BÉCHAR :
Deux ans de prison ferme pour le patron de l'établissement «Les eaux de Mougheul»

Le verdict du procès de l'établissement Les eaux de Mougheul est tombé hier. Le patron de l'usine et le directeur de l'agence BEA ont écopé de deux ans de prison ferme chacun. Les deux experts ont été condamnés à une année avec sursis, tandis que le frère du patron a été totalement blanchi avec une relaxe. Pour rappel, le représentant du ministère public avait requis, il y a deux semaines, de très lourdes peines, allant de 2 à 10 années d'emprisonnement.

Liès Mourad

Vingt-sept émeutiers présumés écroués

Le procureur de Béchar a ordonné la mise sous mandat de dépôt de 27 émeutiers présumés au cours de ces deux derniers jours, a-t-on appris de source sûre. La même source indique que 13 autres sont restés sous contrôle judiciaire. On croit savoir que les éléments de la Sûreté de Béchar avaient procédé à l'interpellation de 45 manifestants dont 5 mineurs, lors des troubles de la semaine passée.

L. M.

ÉMEUTES À MECHERIA (NAÂMA)

25 arrestations et 5 policiers blessés

Au lendemain des émeutes, qui se sont déroulées dans la ville de Mécheria, dans la wilaya de Naâma, les services de la Sûreté, en collaboration avec les brigades de la gendarmerie, ont procédé à l'arrestation de 25 jeunes émeutiers qui seront jugés incessamment pour destruction de biens publics. Rappelons que lors de ces émeutes, plusieurs édifices publics ont été saccagés, notamment l'agence postale, le tribunal, le bureau de main-d'œuvre, alors que des véhicules, mobiliers et matériels de bureau et documents appartenant à l'agence Sonelgaz, estimés à des milliards de centimes, ont été incendiés et réduits à néant. Selon la cellule d'information, 5 policiers ont été blessés lors des échauffourées.

B. Henine

SOUK-AHRAS
Sept émeutiers

sous mandat de dépôt

Après le mouvement de protestation qui a éclaté, durant le week-end dernier, dans la wilaya de Souk-Ahras, un calme précaire règne à Souk-Ahras. Selon une source crédible, les services de police chargés du maintien de l'ordre, lors des émeutes enregistrées ces derniers jours, ont procédé à l'arrestation de 14 individus, dont 7 personnes ont été mises sous mandat de dépôt par le procureur de la République de Souk-Ahras et les auditions d'autres personnes se poursuivaient hier. Nos sources indiquent que les 7 autres comparaîtront en citation directe. Les chefs d'inculpation retenus contre les émeutiers sont trouble à l'ordre public et destruction des édifices publics. Par ailleurs, le bilan des affrontements ayant opposé les émeutiers aux services de l'ordre ont causé des blessures à 8 policiers dont un est dans un état grave.

Barour Yacine

TIARET
Le policier gravement blessé transféré au CHU d'Alger

L'un des policiers blessés lors des émeutes qui ont éclaté ces jours-ci à travers les différentes localités de la wilaya de Tiaret a été évacué hier dans un état critique, vers un CHU d'Alger, a-t-on appris de sources hospitalières. Agé de 37 ans, l'agent de l'ordre public a été tabassé par un groupe de jeunes, alors qu'il tentait de disperser la foule en furie dans l'un des quartiers de la daïra de Mahdia. Souffrant d'un traumatisme crânien, le policier a été évacué vers l'hôpital Youssef-Damardji de Tiaret, où il a reçu les premiers soins, avant d'être transféré le lendemain vers la capitale.

M. B.

27 jeunes sous mandat de dépôt

Selon des sources judiciaires, sur les 50 jeunes ayant comparu devant le juge d'instruction du tribunal de Tiaret, entre dimanche et lundi, au titre des derniers événements qui ont eu lieu dans cette wilaya, pas moins de 27 ont été placés sous mandat de dépôt alors que les mineurs ont été relâchés.

Ces jeunes, qui comparaissaient jusqu'à hier par groupe devant le magistrat, et dont la majorité sont âgés de 15 à 20 ans, sont poursuivis d'atteinte à l'ordre public, de destruction des biens de l'Etat et d'attroupement illégal. Les mêmes sources précisent que les jeunes écroués sont des repris de justice ou ayant des antécédents judiciaires.

M. B.

UNE MARCHÉ DES ÉTUDIANTS
Y EST ATTENDUE AUJOURD'HUI

Béjaïa retient son souffle

Aujourd'hui, tous les regards seront braqués sur la ville de Béjaïa, qui s'apprête à vivre une grandiose manifestation, à laquelle a appelé la communauté universitaire. Sera-t-elle autorisée ? Ou réprimée ? La question revient dans toutes les conversations. La ville retient son souffle, sachant que tout rassemblement ou marche populaire sont interdits, conformément aux dispositions de l'Etat de siège, installé par le pouvoir depuis de longues années.

La capitale des Hammadites qui n'a, pourtant, pas encore établi officiellement le bilan de ses infrastructures saccagées, lors des émeutes des derniers événements, se voit aussitôt, renouer avec la contestation populaire. Le dispositif sécuritaire installé depuis le début des échauffourées est toujours en place et quadrille pratiquement tous les quartiers sensibles. Le comité de crise de l'université de Béjaïa, qui a appelé à une marche pour

aujourd'hui 12 janvier, coïncide avec Yennayer (jour de l'an amazigh), a réitéré, par le biais d'une déclaration publique, sa position par rapport au dernier mouvement de colère ayant touché l'ensemble du territoire national, pour dénoncer l'inflation du pouvoir d'achat des citoyens et contre la pauvreté. Le comité de crise dénonce la répression qui s'est abattue sur le peuple algérien, en général, et sur les jeunes chômeurs, en particulier. Le comité univer-

sitaire a, aussi, appelé les étudiants, les enseignants et les travailleurs du secteur à participer massivement à cette marche pacifique qui s'ébranlera du campus Targa Ouzemmour jusqu'au siège de la wilaya, afin d'exiger la liberté d'expression, à la libération de tous les détenus du mouvement, pour une vie digne et un travail pour tous.

Au lendemain des violentes manifestations ayant secoué la région, à l'instar des autres contrées, le premier responsable de l'APW, Hamid Ferhat, est sorti de son mutisme avec une déclaration parvenue à notre rédaction dans laquelle, il s'est indigné de la saignée de l'inflation et, notamment, de la répression dont est victime le peuple. Un

demi-siècle, dit-il, «après le départ des colons, le peuple est toujours infantilisé, exclu et empêché de toute forme d'organisation et d'expression». «Après avoir gravé dans la mémoire de plusieurs générations par le sang, l'histoire d'une des plus illustres révolutions de ce siècle contre l'injustice et pour l'entière liberté, voilà que des imposteurs tapis dans l'ombre veulent la lui confisquer», a-t-il ajouté. Le P/APW estime que pendant plus de 50 ans, les autorités responsables du pays ont privé le peuple algérien de son droit à l'autodétermination et à la dignité et n'accordant aucune dimension humaine à tous les citoyens, régentant le pays telle une grande prison.

Kamel Gaci

SIDI-BEL-ABBÈS / ARRESTATION DE 140 ÉMEUTIERS,
RÉCUPÉRATION DES ÉQUIPEMENTS VOLÉS

Des dizaines de parents inquiets sur le parvis du tribunal

La police, aussitôt après les émeutes du samedi dernier qui ont enflammé la ville de Sidi-Bel-Abbès, a mis tout un dispositif en branle aux fins de contrer et d'identifier les auteurs de troubles et les pillers. Si la plupart des caméras de surveillance des artères du centre-ville ont été saccagées, la police a procédé à l'installation d'autres plus discrètes, qui ont filmé tous les mouvements des foules, ce qui lui a permis d'être sur les traces des auteurs de trouble et des pillers de commerce, et de procéder à des perquisitions de domiciles et à des arrestations. Au total, selon nos

sources, 140 émeutiers ont été arrêtés, et 126 ont été présentés devant le procureur de la République. Jusqu'à la mi-journée de mardi, 57 personnes avaient été placées sous mandat de dépôt, alors que de la présentation des personnes impliquées devant le procureur continue toujours, et le bilan n'est que provisoire. Des téléviseurs (LCD et plasma) Samsung, et des équipements électroniques volés ont été récupérés. Selon nos sources, la plupart des personnes écrouées sont des repris de justice. Dans les journées de lundi et mardi derniers, les personnes arrêtées étaient déferées par groupe devant le

procureur de la République près le tribunal de SBA. Des dizaines de parents inquiets ont occupé le parvis, face au tribunal, dans le centre-ville.

Ils étaient là malgré le froid, à guetter les fourgons de police et l'entrée du tribunal, en quête de nouvelles de leurs enfants.

Sidi-Bel-Abbès, encore mal remise de ses émotions est à l'heure des bilans pour pouvoir panser ses blessures. Le calme semble revenu et chacun y va de ses commentaires pour tenter d'expliquer l'embrasement qui a surpris le pays ces deniers jours.

A. M.

TIZI-OUZOU

Dix-neuf émeutiers présentés devant le parquet

Les émeutes ayant secoué, entre la soirée de jeudi et la journée de dimanche dernier, la wilaya de Tizi-Ouzou, principalement le chef-lieu de wilaya et les daïras voisines Draâ-Ben-Khedda et Tadmait, se sont soldées par une trentaine de blessés, dans leur majorité des policiers. En revanche, selon la cellule de

communication de la Sûreté de wilaya, 19 personnes ont été interpellées dont 12 ont été placées en détention préventive, 3 mises sous contrôle judiciaire et les 4 dernières ont été provisoirement libérées.

Les 19 personnes ont été présentées devant le parquet de Tizi-Ouzou pour attroupement non armé,

troubles à l'ordre public et destruction de biens de l'Etat et d'autrui, selon le communiqué de la police rendu public hier, venant, ainsi, mettre fin aux interro-

gations quant au nombre d'arrestations opérées à l'issue des quatre jours tumultueux que Tizi-Ouzou a connus.

A. M.

GUELMA
Retour au calme

Les esprits se sont apaisés à Guelma depuis lundi après les violentes émeutes qu'a connues la région ces derniers jours, notamment dans les communes d'Héliopolis, Belkheir et Bouati-Mahmoud et dans quelques quartiers périphériques.

Selon des sources concordantes, les affrontements de ces derniers jours ont fait au moins 5 blessés dans les rangs des forces de l'ordre et plus de 70 personnes ont été arrêtées, parmi lesquelles une trentaine de jeunes ont été placés en détention provisoire, 10 mineurs ont été relaxés et plus d'une trentaine de prévenus ont fait l'objet d'une convocation devant la justice pour dégradations volontaires de biens d'autrui, atteinte à l'ordre public et voies de fait contre corps constitués.

Pour rappel, les émeutes qui ont secoué la région de Guelma se sont soldées par la dégradation de plusieurs structures publiques et privées.

Noureddine Guergour

ARRÊTÉ DIMANCHE
À STAOUÉLI

Le militant du MDS acquitté

Le militant du Mouvement démocratique et social (MDS) et du Comité citoyen intercommunal Staouéli-Aïn Bénian, Hamid Ferhi, et ses deux enfants ont été acquittés hier, après leur présentation, en début d'après-midi, au tribunal de Chéraga. Hamid Ferhi et ses deux fils, dont un mineur, ont été interpellés le 9 janvier dernier à Staouéli à l'ouest d'Alger. Ils s'apprêtaient à tenir un rassemblement pacifique prévu par le Comité citoyen intercommunal Staouéli-Aïn Bénian à la place des Dauphins, dans la même commune, en guise de soutien aux manifestations des jeunes dans les différentes villes du pays.

Rym Nasri